

C'était une amère défaite pour le gouvernement, mais une victoire tout au moins partielle pour les Canadiens. C'est l'action conjointe d'un grand nombre qui a amené cette défaite, et non l'initiative des grandes entreprises, en dépit de ce qu'a prétendu au début le ministre. C'était une défaite due aux petites entreprises, aux contribuables moyens qui se sont aperçus qu'ils allaient se faire escroquer au moyen d'augmentations fiscales camouflées s'élevant à plusieurs centaines de millions de dollars, une défaite infligée par les propriétaires de maisons et de ceux qui espèrent en acquérir une plus tard.

D'un autre côté, ce fut une victoire partielle du sens commun, pour l'économie canadienne et pour tout le monde sauf pour la poignée de gens qui forment provisoirement le gouvernement actuel du pays.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Ce fut également une victoire pour l'opposition conservatrice.

Des voix: Oh, oh!

M. Mahoney: Voilà qui est amusant.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, les députés d'en face ne semblent pas beaucoup priser ces remarques. Dès le début, nous avons reproché à bien des propositions du Livre blanc leur manque d'humanité et de sens des réalités. Nous leur avons reproché de décourager l'initiative et les investissements des Canadiens au Canada et nous avons forcé le gouvernement à battre en retraite. Ce ne fut évidemment pas la seule puissance de nos arguments, si convainquants fussent-ils qui a amené ce résultat car, nous le savons, le gouvernement a pour principe de ne jamais écouter l'opposition s'il peut l'éviter.

M. Boulanger: Vous avez déjà dit le contraire.

L'hon. M. Stanfield: Je donnerai dans un instant des explications au député.

L'hon. M. Ricard: De toute façon il ne vous comprendra pas, ne possédant pas la matière grise nécessaire.

L'hon. M. Stanfield: Je vais alors être si clair que même lui me comprendra. Cette fois-ci le gouvernement n'a pu faire autrement que de nous écouter, si pénible que lui soit cette expérience, et de tenir compte de ce que nous disions car nous n'étions pas les seuls à insister en ce sens. Les attaques pleuvaient de toute part: des deux Chambres, du monde des affaires, des salariés, des agriculteurs et finalement même du caucus du parti libéral.

L'hon. M. Côté (Longueuil): Et pourquoi ne pas écouter son propre caucus?

L'hon. M. Stanfield: Je dirai au ministre qui vient de m'interrompre que son propre parti n'écoute pas son caucus, comme chacun le sait. Certainement aucun député ne le sait mieux que celui qui siège dans la rangée du milieu de l'autre côté. Mais cette fois-ci ce fut autre chose. Le gouvernement était dans l'obligation d'écouter,

[L'hon. M. Stanfield.]

car derrière les voix de son propre caucus et de l'opposition il entendait celle des électeurs. Peut-être qu'en temps normal il ne les aurait même pas écoutés mais la date des élections approche et malgré tous ses défauts il sait lire le calendrier. C'est pourquoi le gouvernement a dû battre en retraite. Ce n'était pas à cause des grosses entreprises ou de complots secrets; c'était parce que les Canadiens avaient rejeté d'emblée les propositions du gouvernement.

Le nombre des replis est impressionnant, par exemple à l'égard de la taxe sur la vente d'une résidence, de l'augmentation des impôts camouflés qui faisait initialement partie des propositions du Livre blanc, de l'impôt excessivement élevé sur les gains de capital, de la proposition ridicule d'imposer les gains de capital sur les actions des sociétés qui n'avaient même pas été réalisés par les détenteurs en question et qui auraient accru énormément les difficultés auxquelles font face les Canadiens pour conserver le contrôle des sociétés canadiennes qui nous appartiennent encore, et enfin abandon des efforts pour supprimer le peu d'encouragement qu'on avait accordé aux petits commerçants canadiens. Bref, on a vu disparaître certains des pires éléments qui figuraient dans les propositions initiales qu'avait présentées le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances (M. Benson) dans le Livre blanc du gouvernement.

Je le répète, c'était une victoire pour les Canadiens, qui n'ont pas à craindre maintenant d'être visés par certains des programmes les plus ridicules qu'a inventés le gouvernement actuel. Mais nous devons nous rappeler en ce moment, monsieur l'Orateur, que la victoire n'est pas assurée. Une bataille est gagnée, mais non la guerre. Au lieu de nous faire cogner la tête sur le plancher nu, nous nous sentons beaucoup mieux si quelqu'un interpose un oreiller. Mais nous ne devons pas oublier que même si on a fait des changements, ce ne fut pas de bon gré. Le gouvernement ne voulait pas les faire, et c'est pourquoi l'opposition au Parlement et les Canadiens en général doivent rester aux aguets pour s'assurer que le gouvernement, ce qu'il n'a pas réussi à faire admettre par la grande porte, n'essaie pas de le faire admettre par la petite.

• (3.10 p.m.)

Évidemment, je ne prétends pas connaître les intentions du gouvernement sur ce point, mais en regardant le bill à l'étude, la conclusion la plus charitable que je puisse tirer, c'est que peut-être le gouvernement lui-même ne sait pas ce qu'il fait. Si de nombreuses propositions du Livre blanc étaient absolument inacceptables, nous sommes maintenant saisis d'un projet de loi qui est tout à fait incompréhensible. Je suppose que pour le gouvernement, il s'agit d'un certain progrès. De fait, la plupart des replis effectués par le gouvernement actuel sont des progrès aux yeux des Canadiens. Chose certaine, après avoir adopté des politiques inacceptables, le gouvernement a battu en retraite à la débâcle. Nous avons affaire actuellement, à la deuxième lecture, à un galimatias en comparaison duquel un tas de vers ressemble à une armée disciplinée en manœuvre. C'est un projet de loi où les avocats et les économistes spécialisés se perdent dans un fouillis de règlements et où nombre d'entre eux ne voient aucune issue.